

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COTAC FRANCE SARL**

5, Boulevard du Midi  
76000 Rouen

Références : UDRD.2026.02.T.068  
Code AIOT : 0005801303

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement COTAC FRANCE SARL implanté 5, Boulevard du Midi 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection fait suite à un marquage environnemental relevé à proximité du site industriel lors d'une campagne de surveillance menée sur des lichens.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COTAC FRANCE SARL
- 5, Boulevard du Midi 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005801303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société COTAC est autorisée par arrêté préfectoral du 10 mai 1981 complété (notamment par les arrêtés préfectoraux du 18 février 1994 et 18 novembre 2002) à exploiter une station de lavage de camions citernes et de grands récipients pour vrac (rubrique n°2795 de la nomenclature des installations classées) sur son site situé au n°5 boulevard du Midi à Rouen.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Composés organiques volatiles	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14 et R. 181-45	Prescriptions complémentaires	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article II	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a pu constater lors du présent contrôle que les activités exercées par la société COTAC ne sont pas susceptibles d'émettre en quantité suffisante des HAP pour expliquer le marquage environnemental relevé à proximité du site industriel lors d'une campagne de surveillance menée sur des lichens.

Néanmoins lors du présent contrôle l'inspection a constaté que pour réaliser son activité de lavage de container, la société COTAC utilise une quantité de l'ordre 20 tonnes de solvant par an.

A ce niveau d'activité, les textes nationaux transposant la directive européenne 1999/13/CE visant à prévenir ou à réduire les effets directs et indirects des émissions des composés organiques volatils (COV) dans l'environnement et sur l'homme, notamment l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, imposent des mesures de prévention des émissions de COV.

Dans la mesure où les activités de lavage exploitées par la société COTAC relèvent du régime de l'autorisation sous la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 précité relatives aux émissions de COV ne sont pas opposables en l'état.

Par conséquent l'inspection a joint au présent rapport un projet d'arrêté de prescriptions complé-

mentaires visant à rendre applicables lesdites dispositions compte tenu de la quantité de solvants utilisée sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est mise à jour suite au changement de la nomenclature. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'objectif de la présente inspection est d'identifier si les activités exercées par la société COTAC dans son établissement de Rouen sont susceptibles d'émettre des HAP dans les rejets atmosphériques à la suite d'un signalement émis par ATMO Normandie dans le cadre de sa campagne annuelle des retombées atmosphériques dans le secteur.  L'inspection a passé en revue les activités exercées susceptibles d'émettre des rejets atmosphériques. Elles comprennent :  - L'atelier de lavage de citernes  - L'atelier de lavage de containers  L'ensemble de ces deux activités sont classées sous la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour laquelle la société COTAC est régulièrement autorisée. Elle bénéficie à ce titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 1981 complété notamment par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 18 février 1994.  Du fait de l'absence de combustion dans l'établissement, les activités exercées ne sont pas susceptibles d'émettre des HAP en quantité suffisante pour expliquer le marquage environnemental relevé à proximité du site industriel lors d'une campagne de surveillance menée sur des lichens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Composés organiques volatiles

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14 et R. 181-45
--

**Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques****Prescription contrôlée :**

L181-14

...

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

R181-45

Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire. Le délai prévu par l'alinéa précédent est alors porté à cinq mois. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues par le même article. Ces observations peuvent être présentées, à la demande de l'exploitant, lors de la réunion. Dans ce cas, si le projet n'est pas modifié, les dispositions du deuxième alinéa du présent article ne sont pas applicables.

L'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors du présent contrôle, l'inspecteur des installations classées a constaté en présence de l'exploitant que la société COTAC utilise, dans la configuration actuelle de ses installations, de l'ordre de 20 tonnes de Méthyléthylcétone par an pour réaliser les opérations de nettoyage des containers mobiles métalliques.

Le méthyléthylcétone est un solvant dont la pression de vapeur à 20°C est de 10,33 KPa, il répond par conséquent à la définition d'un composé organique volatile au sens de la directive 1999/13/CE visant à prévenir ou à réduire les effets directs et indirects des émissions des composés organiques volatils (COV) dans l'environnement et sur l'homme, par la fixation de limites d'émission de ces

composés et la mise en place de conditions d'exploitation des installations utilisant des solvants organiques.

Dans la mesure où les activités de lavage exploitées par la société COTAC relèvent du régime de l'autorisation sous la rubrique 2795 (déchets), les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation spécifiques à la prévention des émissions de COV ne sont pas directement opposables à l'établissement.

Au regard de la consommation importante de COV, il est nécessaire de compléter le cadre réglementaire applicable à l'établissement.

Ainsi, un projet d'arrêté complémentaire est joint au présent rapport lequel prévoit de demander à l'exploitant de :

- de mettre en œuvre un plan de gestion de solvants;
- de limiter le flux des émissions diffuses à 15% des quantités de solvant utilisées.

Des prescriptions réglementaires pourront être prises à l'issue de la remise du plan de gestion et de son analyse par l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions réglementaires du projet d'arrêté dans les délais qui y sont fixés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 3 mois